



NON A L'ÉTAT D'URGENCE DÉCRÉTONS L'URGENCE SOCIALE ET DÉMOCRATIQUE

Pour le gouvernement, l'urgence c'est la démolition du Code du travail, toujours plus de guerre contre les peuples et toujours plus d'attaques contre celles et ceux qui refusent de se plier à cette politique et à la dictature patronale.

La conférence sur le climat à peine terminée, son urgence est d'expulser les paysans de Notre-Dame-des-Landes pour construire un aéroport aussi inutile que destructeur de l'environnement et du climat.

La guerre contre Daesh c'est à la fois des bombardements au Moyen-Orient à l'efficacité militaire douteuse, le massacre de populations civiles et la justification d'un état d'urgence en France qui sert de prétexte à une répression qui menace les droits démocratiques les plus élémentaires.

Attaques tout azimut

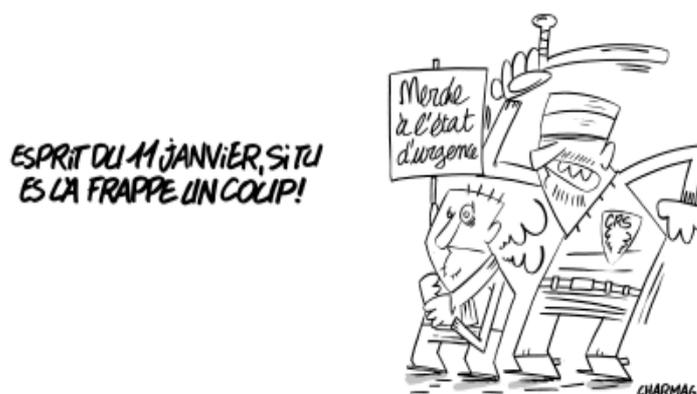
Le gouvernement est complètement engagé dans la répression contre le mouvement social. C'est lui qui est à l'initiative de la condamnation à 9 mois de prison fermes des salariés de Goodyear dont le seul crime était de lutter contre la fermeture de leur usine, tout comme les salariés de Ford, poursuivis suite à leurs manifestations au Salon de l'Automobile de 2012 et 2014. C'est lui qui a assigné à résidence les militants qui se battent pour changer le système pas le climat.

Complètement engagé dans la campagne hystérique contre les salariés d'Air France, il est responsable aussi de la répression qui s'abat sur les migrantEs et celles et ceux qui les soutiennent dans leur combat légitime pour un accueil digne, ainsi que pour la régularisation de tous les sans-papiers.

Un gouvernement complètement engagé dans la volonté d'attaquer toujours plus les droits des salariéEs. La réduction du Code du travail à quelques principes vise à ouvrir la voie à toutes les dérogations au travers d'accords d'entreprises imposés par le chantage à l'emploi.

Construire les résistances

Malgré le chantage à l'emploi, malgré la répression, des résistances existent : manifestations contre l'aéroport et les expulsions à Notre-Dame-des-Landes, solidarité avec les Goodyear condamnés, manifestations de la Fonction Publique, Air France, La Poste, SNCF, EDF, salariés du nettoyage des HLM de Paris...



Samedi 30 janvier sera une journée de mobilisations dans toute la France à l'appel d'un collectif regroupant la plupart des organisations syndicales, associatives, politiques. A cette occasion il est urgent de commencer à faire converger le combat contre l'état d'urgence, contre la déchéance de la nationalité, contre la guerre, contre la régression sociale et la répression.

Mardi 4 février, des rassemblements sont organisés en soutien aux Goodyear (à Nantes à 11H30 devant le palais de Justice - à Saint-Nazaire à 14H devant la sous-préfecture).

Samedi 27 février pour une manifestation nationale contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes et dès maintenant pour s'opposer aux expulsions.

Profitons de ces occasions pour nous retrouver, faire grandir la mobilisation autour de nous, préparer la contre-offensive indispensable pour mettre un coup d'arrêt à la régression sociale et démocratique.